

pressions, il ne s'incline que devant la force collective de la classe ouvrière en lutte. L'ampleur des concessions qu'il fait est à la mesure de la profondeur de la mobilisation des travailleurs. Plus ils sont nombreux à faire connaître activement leur volonté, à prendre des initiatives et plus les victoires ont des chances d'être actives et importantes.

Dès lors, la prise en charge des grèves par les travailleurs eux-mêmes n'est pas un luxe démocratique : elle est le moyen de donner à la lutte la force et la solidité qui garantissent le succès.

L'organisation démocratique de la grève est en effet le moyen de jeter dans la bagarre contre le patron le maximum de forces, de mobiliser toutes les énergies au service de la lutte en leur fournissant le cadre dans lequel elles peuvent s'exprimer.

L'Assemblée Générale

La discussion en Assemblée Générale à chaque moment important de la grève est la première règle impérative : c'est à l'ensemble des travailleurs en grève qu'il appartient de prendre toutes les décisions importantes concernant la définition des revendications et des formes de lutte.

On nous dira que c'est ainsi que les choses se passent habituellement. Ce n'est vrai qu'en apparence. Certes des A.G. sont réunies dans la plupart des grèves, mais ce n'est pas pour autant qu'on leur donne le pouvoir de *décider* elles-mêmes. En règle générale, on se contente de les *consulter* sur des décisions qui sont déjà prises ; on soumet à l'A.G. des discussions du syndicat majoritaire ou de l'Intersyndicale en les présentant comme la seule solution possible réaliste. On n'organise pas de véritable débat. S'il y a eu des divergences entre les syndicats ou à l'intérieur d'un syndicat, on les passe sous silence, on ne passe que le compromis final.

Dans ces conditions, le caractère démocratique de la consultation n'est qu'apparent et formel : les travailleurs n'entendent qu'un son de cloche. Ils ont le choix entre l'acceptation et le refus de ce qui leur est proposé. Ceux qui ne sont pas satisfaits des propositions faites sont livrés à eux-mêmes : soit ils se rallient à ce qui est avancé, de peur de briser l'unité, soit ils se réfugient dans une opposition amère et sans perspective.

Il n'y a pas de démocratie réelle sans que la discussion soit encouragée et organisée, sans que les travailleurs soient informés non seulement d'une seule mais de toutes les orientations possibles. S'il y a eu divergence entre les syndicats ou dans un syndicat, il faut le dire. Les travailleurs jugeront par eux-mêmes en connaissance de cause. Le vote ne doit pas intervenir comme une ratification hâtive, mais seulement après que tous les